REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD MADAGASCAR

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024

RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 19 MAI 2025

CHOOSE MADAGASCAR

Tutelle technique

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIALISATION ET DU COMMERCE

Tutelle financière

SOMMAIRE

1 Résumé exécutif 03

2 Tendances globales des IDE 06

3 Madagascar : faits marquants et dynamique des IDE/IDN 09

4 Réalisations 2024 13

4.1 • Notoriété de Madagascar à l'international renforcée 14
4.2 • EDBM, un partenaire plus engagé en faveur du développement des IDN 17
4.3 • Investissements facilités et projets convertis 20
4.4 • Dialogue Public-privé et réformes engagés 26
4.5 • Présence numérique institutionnelle plus marquée 31
4.6 • Émergence de l'EDBM comme partenaire institutionnel clé 34
4.7 • Cellule de Veille Économique et Stratégique renforcée 35
4.8 • Confiance renforcée des partenaires internationaux et des PTF 36
4.9 • Capital humain engagé 37
4.10 • Gouvernance stable et renforcée 38

5 Conclusion 40

ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD MADAGASCAR

1 Résumé exécutif

RÉSUMÉ EXECUTIF

L'environnement mondial des investissements demeure difficile. Les risques de baisse et l'incertitude des investisseurs restent importants. En référence à la tendance mondiale, les **flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont diminué d'environ 8 % en 2024**, selon l'Observatoire mondial des investissements et du commerce de la CNUCED (#48 – Janvier 2025). Toutefois, la valeur des projets Greenfield est restée élevée, grâce à des investissements à grande échelle dans la fabrication de semi-conducteurs et les technologies de l'IA.

Toutefois, les **flux d'IDE vers l'Afrique ont augmenté de 23 %**, mais ils sont restés modestes pour s'établir à environ **50 milliards de dollars.**

Pour le cas de Madagascar, malgré les défis structurels en matière énergétique et dans le domaine des infrastructures en particulier, **le taux de croissance économique pour 2024 est établi à 4,4%** (si la moyenne en Afrique Subsaharienne est de 4,2% en 2024). Elle est notamment portée **par la hausse de la valeur ajoutée du secteur agricole (+5,4 %) et des télécommunications (+18 %).**

La réforme structurelle du cadre des investissements initiée à compter de 2019 (nouvelle loi sur les investissements, code minier, code du travail, loi sur l'agriculture biologique, renforcement des statuts de l'EDBM, libéralisation du secteur des télécommunications, etc.), la mise en œuvre d'une **diplomatie économique offensive** de Madagascar au plus haut niveau politique, la **structuration des opportunités d'investissements sectoriels** du pays commencent à porter leurs fruits, comme le démontre l'évolution des flux entrants d'IDE à Madagascar, fruit d'une collaboration entre la BFM et l'EDBM. En effet, on constate **une augmentation de 16% des flux entrants d'IDE, passant de 519 millions USD (en 2023) à 602 millions USD (en 2024).**

L'agriculture, l'industrie extractive, le tourisme, l'énergie et les nouvelles technologies sont parmi les secteurs qui suscitent le plus d'intérêts. Et en termes de bilan pour l'année 2024, **EDBM a largement contribué à convertir 14 projets d'investissements** (tous secteurs confondus) pour une valeur totale annoncée d'investissements **(IDN et IDE confondus)** de plus de **155 millions USD**.

Concernant l'analyse de l'évolution des IDN ou les cas de réinvestissements locaux, les **réflexions ont été initiées en 2024 avec les entités concernées** (Direction Générale des Impôts, BFM, INSTAT, secteur privé) afin de collecter les données existantes et de travailler collectivement sur cet indicateur en particulier.

Sur le plan **de l'environnement des affaires**, Madagascar présente à la fois des **avancées notables et des défis persistants**, tels que mis en évidence par les différents baromètres et outils de suivi internationaux, régionaux et nationaux, relatifs au climat des affaires. Des progrès ont été observés dans plusieurs domaines clés favorisant la compétitivité, notamment la création d'entreprises, le commerce transfrontalier, l'intégration régionale et les procédures d'enregistrement fiscales. **Le développement des télécommunications, de l'économie numérique et du capital humain, ainsi que les efforts en matière d'innovation, ont également contribué à soutenir la productivité.** (Baromètres : B-Ready, Fondation Mo-Ibrahim, CIAN, etc)

Cependant, les résultats de 2024 révèlent également **des freins structurels : les lourdeurs administratives, la corruption, l'inefficacité judiciaire et l'insolvabilité des entreprises continuent de nuire à la fluidité des affaires.** S'ajoutent à cela les difficultés **d'accès au**

financement, la faiblesse des infrastructures essentielles (transports, électricité, eau potable) et le manque de ressources humaines et technologiques, qui freinent la diversification économique et limitent les capacités de transformation du tissu productif.

Les relations institutionnelles se sont également diversifiées, comptabilisant **18 nouveaux partenariats** en 2024. De plus, l'année a été marquée par un **renforcement de la confiance des Partenaires Techniques et Financiers** envers l'EDBM, témoignant de la pertinence de son positionnement en tant qu'acteur central de la promotion des investissements à Madagascar. Le contrat d'appui avec le **Projet PIC,** d'un montant de **600 000 USD,** a permis de soutenir plusieurs initiatives prioritaires particulièrement dans les pôles d'intervention du projet (DIANA, ANALANJIROFO, ATSINANANA, ANALAMANGA, VATOVAVY, FITOVINANY, ATSIMO ATSINANANA, ANÔSY, ATSIMO ANDREFANA). Par ailleurs, les **négociations engagées avec l'AFD** ont abouti à la mobilisation d'un financement conséquent de **1 520 000 USD** pour la période **2025–2028**, dédié au renforcement des capacités et à la mise en œuvre de **projets dédiés au développement de l'entrepreneuriat féminin et à l'accès aux marchés internationaux.**

En termes de visibilité, l'EDBM figure dans le **Top 5 des Agences de Promotion des Investissements (API) de l'Afrique subsaharienne** et se place au **premier rang parmi les API de l'Océan Indien** en matière de **performance digitale.** De même, la notoriété du **site web** a connu une croissance significative avec **451 000 vues** (toutes fonctionnalités confondues), soit **une hausse de 100,1 %** par rapport à 2023. Le nombre de visites a augmenté de 76%, atteignant 232 000 visites dont 147 000 utilisateurs actifs.

Et pour terminer, la mise en œuvre **effective** de la nouvelle loi sur les investissements s'est traduite également par la **refonte des statuts de l'EDBM** en 2024, en le positionnant désormais comme la **porte d'entrée principale des investisseurs.** En outre, la nouvelle composition du **Conseil d'Administration hautement stratégique** démontre la forte volonté politique du Gouvernement de faciliter et de promouvoir les investissements privés tout autant que d'améliorer l'environnement des affaires. À noter que les nouveaux membres du CA pour le mandat 2025-2026 sont opérationnels depuis le 23 décembre 2024, confortant la **stabilité institutionnelle.**

2 Tendances globales des IDE

FLUX D'IDE MONDIAUX EN BAISSE DE 8% EN 2024

En référence à la tendance mondiale, **les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont diminué d'environ 8 % en 2024**, selon l'Observatoire mondial des investissements et du commerce de la CNUCED (#48 – Janvier 2025). Les annonces de projets greenfield, principalement dans les secteurs industriels, ont connu une baisse modérée de 8 % en nombre et de 7 % en valeur. Toutefois, la valeur des projets greenfield est restée élevée, **grâce à des investissements à grande échelle dans la fabrication de semi-conducteurs et les technologies de l'IA.**

L'environnement mondial de l'investissement reste difficile. Si les **énergies renouvelables, la santé et l'éducation** ont connu une certaine croissance, trois secteurs - **les infrastructures, les systèmes agroalimentaires et l'eau et l'assainissement - ont vu moins de projets financés par la communauté internationale en 2024.**

Toutefois, **l'IDE a légèrement augmenté** sur le site ASEAN et de manière plus significative en Afrique, Asie du Sud (Inde), en Amérique centrale et dans les Caraïbes. **Les flux d'IDE vers l'Afrique ont augmenté de 84 %** pour atteindre un montant estimé à **94 milliards de dollars**, soit la valeur la plus élevée jamais enregistrée sur le site. Cette augmentation est due en grande partie à un seul accord international de financement de projet en Égypte pour le développement de la péninsule de Ras El-Hekma par ADQ, un fonds d'investissement souverain basé aux Émirats arabes unis. **Si l'on fait abstraction de l'augmentation en Égypte, les flux d'IDE vers l'Afrique ont encore augmenté de 23 %, mais ils sont restés modestes : environ 50 milliards de dollars.**

Figure 1

Global investment trends, 2024 vs 2023

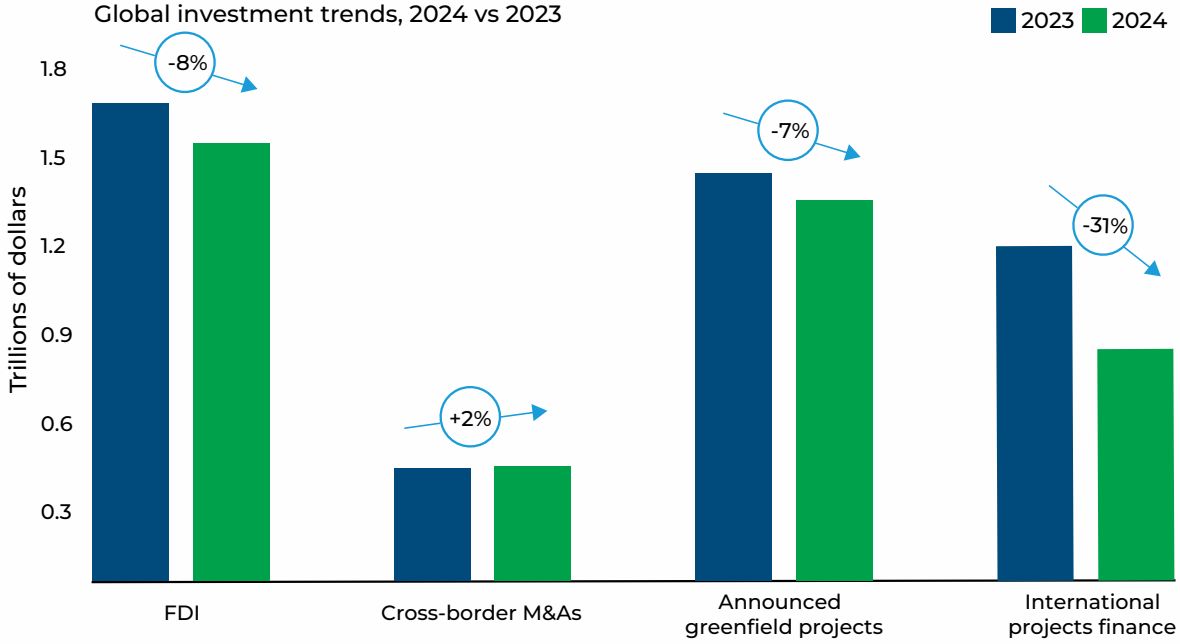
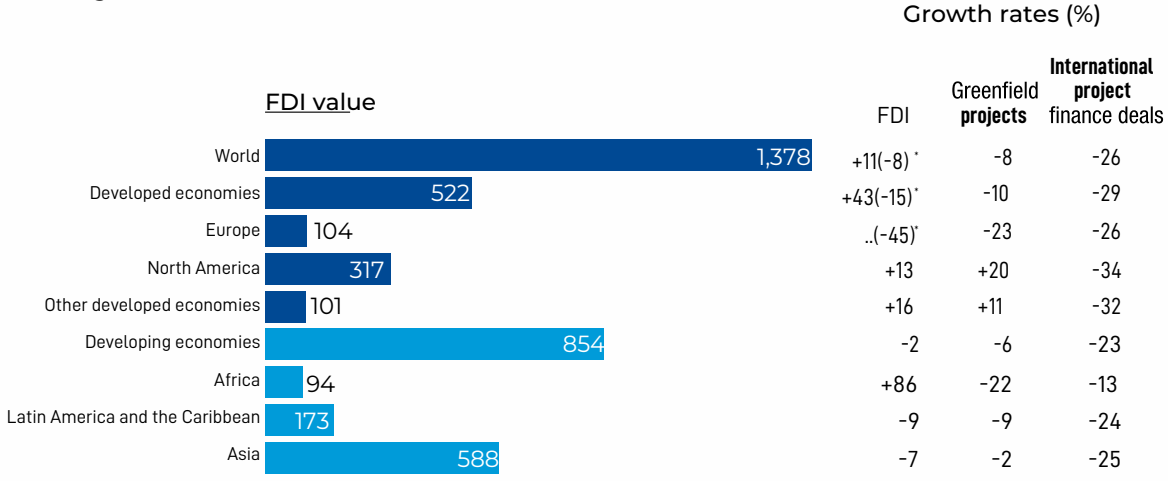


Figure 2

Regional investment trends, 2024 vs 2023



Au niveau des économies développées, l'IDE en Europe a chuté de 45 % : les plus grandes économies et les destinataires de l'IDE ont tous connu une baisse des flux, l'Allemagne et la Pologne ayant chuté de 60 %, l'Italie de 35 %, et l'Espagne et la France de 13 % et 6 %, respectivement. En revanche, l'IDE a augmenté de 13 % en Amérique du Nord, avec une hausse de 10 % aux États-Unis, principalement due à l'augmentation de la valeur des fusions et acquisitions. Les fusions et acquisitions transfrontalières, qui représentent généralement une part importante de l'IDE dans les pays développés, ont augmenté de 19 % pour atteindre 364 milliards de dollars, principalement en raison d'une augmentation de 80 % des ventes de fusions et acquisitions aux États-Unis (acquisition par un groupe d'investisseurs des activités de réseau fixe de Telecom Italia SpA (Italie) pour 24 milliards de dollars ; achat par Aon PLC (Irlande) de la compagnie d'assurance NFP Corp (États-Unis) pour 13 milliards de dollars ; achat par Carrier Global Corp (États-Unis) de Viessmann Climate Solutions SE (Allemagne) pour 13 milliards de dollars ; acquisition par la Banque Royale du Canada des activités canadiennes de la Banque HSBC pour 10 milliards de dollars ; fusion de Masmovil Ibercom SA (Masmovil) (Espagne) avec les activités espagnoles d'Orange Espagne SA (France) pour 8 milliards de dollars.

Au niveau des économies en développement, les flux d'IDE vers les économies en développement ont de nouveau diminué de 2 %, après la baisse de 6% en 2023. La valeur des fusions et acquisitions transfrontalières, qui représentent une part relativement faible de l'IDE dans les pays en développement, a également diminué de 50 milliards de dollars par rapport à 2023.

Les flux d'IDE vers l'Asie en développement ont diminué de 7 %. Parmi les principales économies asiatiques d'accueil de l'IDE, l'IDE en Chine a chuté pour la deuxième année consécutive, de 29 % ; les flux d'IDE vers la Chine sont aujourd'hui inférieurs d'environ 40 % à leur pic de 2022. Les flux d'IDE ont légèrement augmenté dans l'ANASE (+2 %) pour atteindre un nouveau record estimé à 235 milliards de dollars. Ils ont augmenté de 13 % en Inde, où les annonces de projets de création d'entreprises ont également augmenté en nombre et en valeur.

ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD MADAGASCAR

3 Madagascar : Faits marquants et dynamique des IDE/IDN

FAITS MARQUANTS



Taux de croissance économique 2024

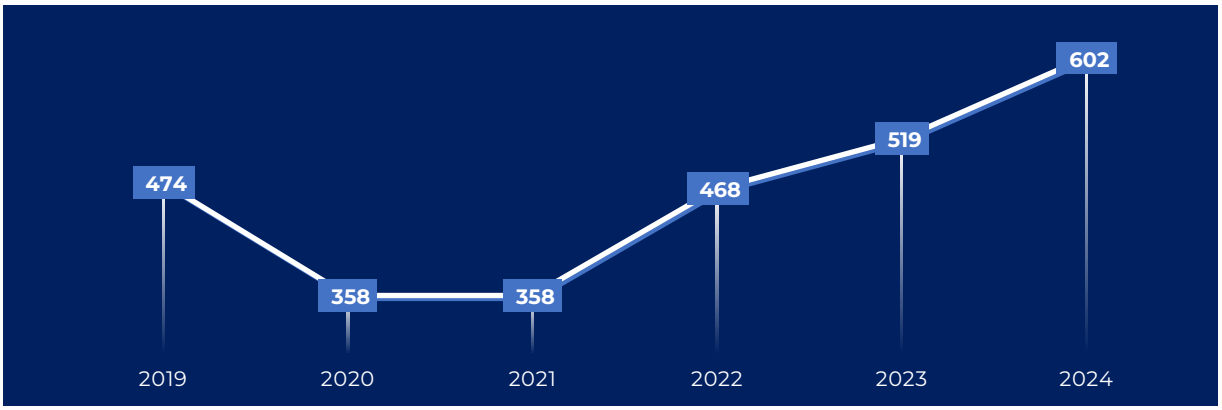
Essentiellement portée par la hausse de la valeur ajoutée du secteur agricole (+5,4 %) et des télécommunications (+18 %).

Source : Note de conjoncture économique / Yearbook 2024-2025 / MNDPT

-

Moyenne de l'Afrique Subsaharienne : 4,2%

EVOLUTION DES FLUX D'IDE ENTRANTS (2024)



Source : BFM

en millions USD

Les flux des investissements directs étrangers (IDE) à Madagascar continuent d'augmenter depuis 2022. Ils sont passés des 358 millions USD en 2021 pour s'établir à 602 millions USD en 2024. Le processus de rapprochement des données entre l'EDBM et la BFM est actuellement en cours pour affiner l'analyse de la provenance des IDE à Madagascar en 2024.

	Montant des flux d'IDE (en USD)	Madagascar
Monde	138 097 984 832 432	0,03%
Afrique	4 669 932 827 748	0,90%
Afrique Subsaharienne	3 134 045 109 828	1,32%
Océan Indien	90 382 959 497	45,80%

Source : World Investment Report CNUCED - 2024

TOP 10 DES IDE À MADAGASCAR (à titre de référence)

		2019	2020	2021	2022	2023
1	France	116	106	63	94	199
2	Etats-Unis	93	80	59	64	63
4	Maurice	19	35	42	69	61
3	Japon	95	43	41	63	58
6	Royaume Uni	27	30	11	11	37
5	Corée	53	23	40	24	27
7	Canada	49	12	9	20	16
8	Chine	1	3	34	27	11
9	Hong Kong	7	2	19	35	9
10	Italie	-	1	14	6	-
	Total	**474**	**358**	**358**	**468**	**519**

Source : Rapprochement de données BFM et EDBM

en millions USD

ZLECAF (Zone de libre-échange Continentale Africaine)

- Ratification de l'accord ZLECAF en novembre 2024.
- Adoption de la stratégie nationale ZLECAF

CONSEIL NATIONAL POUR L'INDUSTRIALISATION DE MADAGASCAR

Finalisation et validation du Pacte de Programmation Industrielle, document de référence nationale visant la contribution du secteur industriel dans le PIB à 30%d'ici 2040 (qui est de 15% actuellement)

DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE ET BUSINESS FORUM SUR MADAGASCAR

En décembre 2024, Madagascar a accueilli le **CEO Summit** à l'occasion du 65è anniversaire du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM). Cet événement a réuni des dirigeants et décideurs de l'Océan Indien, avec la participation des Agences de Promotion des Investissements (API) de La Réunion et des Comores. Une des principales résolutions du sommet fut la création nécessaire d'une **Association des API de l'Océan Indien.**

L'année a également été marquée par des avancées diplomatiques majeures, dont la nomination du Président de la République à la **Présidence de la SADC** et la participation de délégations de haut niveau malgaches aux sommets Corée–Afrique (4-5 juin) et Chine–Afrique (4-6 septembre) ainsi que l'accueil de 28 délégations de Mission économique et commerciale tout au long de l'année.

SUR LE PLAN SECTORIEL

AGRIBUSINESS

Secteurs les plus porteurs 2024 :

- les épices (café, vanille, girofle) : 254 millions USD
- les produits halieutiques : 54,2 millions USD

- Lancement de la plateforme HEAZ qui vise à stimuler les investissements dans le secteur des huiles essentielles
- Projet PTASO : signature d'un protocole d'accord entre le MIC et le ministère le MINAE dans la mise en place du parc agro-industriel et du guichet unique agricole (pour le MINAE) dans la région Atsimo-Andrefana.
- Projet CASEF (Croissance Agricole et Sécurisation Foncière) : réforme foncière et accès à la propriété, clôturé en Juillet 2024 : attribution 1 390 000 certificats fonciers dans 14 régions.

Défis majeurs :

- Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) qui menace les écosystèmes marins, réduit les recettes publiques et sanctionne les pêcheurs en norme.
- Manque de suivi efficace des stocks dans la filière vanille qui a conduit à un surstock important, affectant négativement les exportations et provoquant une chute des prix

TOURISME

La destination Madagascar a été distinguée par le prix Meilleur Qualité & Innovation lors de la participation de Madagascar au salon Tourism Trade Warsaw à Varsovie.
Madagascar a accueilli 308 275 touristes en 2024, soit une hausse de 19% (259 850 en 2023).

Défis majeurs : La détérioration des routes nationales à travers le pays pourrait entraîner un ralentissement du secteur et compromettre l'atteinte de l'objectif d'un million de touristes d'ici 2028.

TIC

Madagascar progresse dans la libération de la connectivité internet avec l'arrivée de l'opérateur satellite Starlink, et la baisse des coûts d'accès : la fibre est passée de 149 000 Ariary en 2022 à moins de 50 000 Ariary en 2023.

Défis majeurs : Le taux de pénétration d'Internet et celui de la téléphonie mobile restent encore faibles. En janvier 2025, le taux de pénétration d'Internet était de 20,4 %, soit 6,6 millions d'internautes sur 32,4 millions d'habitants.

INDUSTRIE

En 2024, le projet One District One Factory (ODOF) a connu un développement significatif, avec 49 usines opérationnelles générant des revenus pour les exploitants, sur un total de 82 unités industrielles mises en place dans tout le pays. Ce programme soutient la décentralisation industrielle et la valorisation des ressources locales.

Parallèlement, le Gouvernement a validé en Conseil des ministres la création de cinq zones pilotes d'investissement propices aux industries, à Arivonimamo, Taolagnaro, Toliara, Moramanga, et Andrakaka, couvrant 1 460 hectares. Ces zones, dotées de régimes fiscaux et douaniers attractifs, visent à accélérer l'industrialisation et à attirer des capitaux étrangers. L'EDBM est désignée gestionnaire des zones par le Gouvernement.

MINES

- Levée de la suspension des activités de l'entreprise Base Toliara, nouvel IDE americain ENERGY Fuels : 700 millions USD et la création de plus de 5000 emplois directs et indirects.
- Difficulté de l'entreprise Ambatovy : baisse de 56,5% des revenus d'exportations du nickel, due à la baisse continue des cours mondiaux.

Défis majeurs : Permis minier encore suspendu malgré l'adoption du code minier.

ÉNERGIE

- Projet VOLOBE (120 MW) : le closing financier sera prolongé jusqu'en 2025
- Nouvelle centrale hydroélectrique à Ranomafana (64 MW) afin de renforcer la capacité du réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA)
- Centrale hydroélectrique HydroMado (1,4 MW) à Behenjy inaugurée.
- Lancement de la plateforme digitale PIE : un outil créé avec la collaboration de l'EDBM et de la avec l'appui de la GIZ PERER afin d'encourager l'investissement dans le secteur et de mettre en relation les porteurs de projets énergétiques.

Défis: La dépendance en fuel,entraînant un coût élevé de l'électricité, pénalise les entreprises et les ménages

FINANCES ET BANQUES

Cession de la banque BFV SG au profit de la banque coopérative française, BRED Banque populaire (70% des parts).

Défis : Accès aux services financiers limités, seulement 29 % de la population ont accès aux services financiers formels, et 3 % aux crédits bancaires en 2024

INFRASTRUCTURES

Défis : Dégradation des principales routes nationales, handicapant lourdement la compétitivité des entreprises.

ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD MADAGASCAR

4 Réalisations 2024

4.1 NOTORIÉTÉ DE MADAGASCAR À L'INTERNATIONAL RENFORCÉE

En 2024, l'EDBM a poursuivi les missions ciblées de promotion de Madagascar comme destination d'investissement.
Ces actions ont contribué à l'attraction de prospects et de projets d'investissement, au renforcement de partenariats stratégiques et à l'ancrage de Madagascar dans les réseaux internationaux de promotion des investissements.

-



28e édition du World Investment Conference



7e Conférence Annuelle du RIAFPI

- **Madagascar, acteur engagé dans les réseaux internationaux des agences de promotion des investissements pour renforcer l'attractivité dans la zone Océan Indien**

Participation aux plateformes incontournables régionale et internationale dédiées à la promotion des investissements

ÉVÉNEMENT	LIEU	MOIS	RÉSULTATS CLÉS
COMESA RIA – CIF (Comesa Investment Forum)	Tunis	Juin 2024	Mise en réseau avec les agences d'Afrique de l'Est, formulation d'un plan de coopération le COMESA RIA pour la promotion des investissements et le partage d'expériences (suite en 2025). Lancement du guide d'investissement de Madagascar édité en collaboration avec la COMESA RIA
RIAFPI (Réseau International des Agences Francophones de Promotion des Investissements)	Libreville	Décembre 2024	Madagascar se positionne pour accueillir une mission économique francophone en fin 2025.
WAIPA – WIC (World Investment Conference)	Riyadh	Décembre 2024	Madagascar a représenté l'Océan Indien lors de l'AG pour marquer la présence de la zone OI dans le radar des investisseurs en Afrique

• Accompagnement de deux missions présidentielles

Soutien technique et stratégique à la Présidence de la République dans le cadre des missions économiques à fort impact :

DÉLÉGATION	LIEU	MOIS	THÉMATIQUES	RÉSULTATS CLÉS
Sommet Afrique - Corée du Sud	Corée du Sud	Mai 2024	Coopération industrielle et tables rondes sur les secteur des Mines, de l'Agriculture, des TIC	- 02 MoU signés (Mines, Agriculture), - 2 projets pilotes présentés en agro-industrie (Filière Riz) - G2G, liste de prospects
Forum Afrique - Chine	Pékin	Septembre 2024	Zones économiques spéciales et infrastructure Tables rondes sectorielles	- Protocole d'accord préliminaire sur la filière Riz Hybride, visite d'une délégation chinoise prévue à Madagascar - G2G, liste de prospects



2024 Korea-Africa Business Summit en présence de SEM Andry RAJOELINA, Président de la République de Madagascar



Forum Investir en Afrique – CIAN

• Roadshows et forums sectoriels ciblés

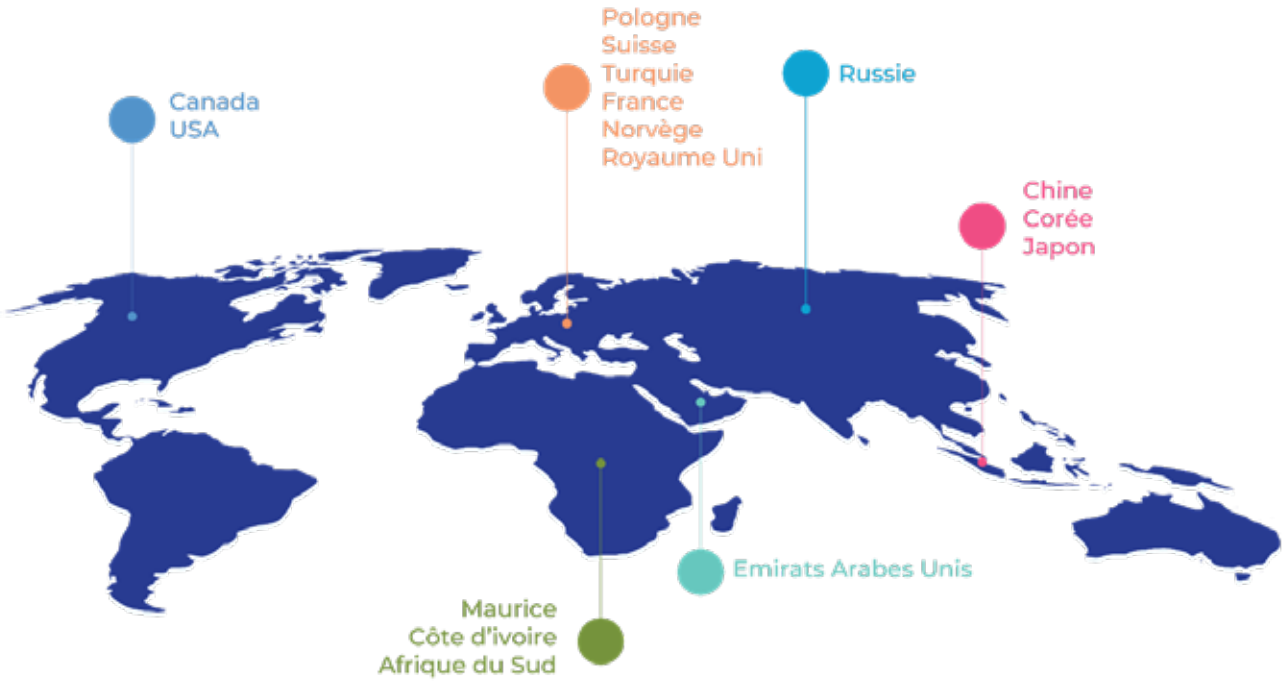
ÉVÉNEMENT	LIEU	MOIS	SECTEURS VISÉS	RÉSULTATS CLÉS
Forum Investir en Afrique - CIAN	Paris	Avril	Multisectoriel, climat des affaires	- EDBM était intervenant au panel d'ouverture - Madagascar mentionné dans les notes de tendance 2024 - Préparation du YEARBOOK Madagascar 2024-2025
Sommet de la Francophonie - Francotech	Paris	Octobre	Opportunités régionales, COI	- 6 rencontres B2B, visibilité renforcée dans l'espace francophone. - Appui au GOTICOM et CCIFM. - Rencontre avec le board d'Armatis (IDE secteur TIC) : projet d'IDE
Infraweek	Paris	Novembre	Infrastructures, financement	- Projets de PPP affinés (Infrastructure et Transport) - Rencontres bilatéraux avec des fonds d'investissements

- **Renforcement institutionnel**

Une délégation malagasy composée des équipes du Ministère de l'Industrialisation et du Commerce et de l'EDBM a bénéficié du programme ACP – Banque mondiale

INSTITUTION HÔTE	MOIS	ACTION	OBJECTIF	RÉSULTAT CLÉS
ACP – Banque mondiale	Septembre 2024	Mission technique	Apprentissage et échange de pratiques IPA	Immersion technique et renforcement des compétences sur les techniques de négociation des traités internationaux pour les investissements et les techniques de résolution des problèmes entre État et investisseurs

- **Délégation d'IDE accueillie au siège de l'EDBM**



28 délégations reçues **+120** entreprises **15** nationalités

LES SECTEURS D'INTÉRÊT

| AGRICULTURE | TEXTILE | INFRASTRUCTURE | TRANSPORT | | TOURISME | TIC | MINES | ENERGIE | INDUSTRIE |

+120 contacts établis intégrés dans le CRM Hubspot

4.2 EDBM, UN PARTENAIRE PLUS ENGAGÉ EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEURS DIRECTS NATIONAUX (IDN)

En 2024, l'EDBM a intensifié ses efforts pour accompagner les investisseurs nationaux à travers une approche opérationnelle, sectorielle et territoriale. En synergie avec les groupements, plateformes régionales et les institutions partenaires, l'EDBM a facilité la structuration de projets, leur mise en visibilité, et leur accès aux dispositifs d'appui.



SEM Andry RAJOELINA (CEO Summit 2024)



Joint Meeting Public-Privé avec le Conseil National du Textile Chinois (CNTAC)

- **Organisation d'évènements économiques** à Madagascar

ÉVÉNEMENT / PARTENAIRE	MOIS	TYPES D'APPUI	OBJECTIF PRINCIPAL	SECTEURS	RÉSULTATS CLÉS
CNTAC – Chine Textile	Mai 2024	Réception de la délégation, organisation de rencontres B2B	Explorer les opportunités d'implantation d'industriels chinois à Madagascar	Textile	Mise en relation avec plus de 10 opérateurs malagasy du secteur textile
En marge de la FIM (Foire Internationale de Madagascar)	Juin 2024	Orientation des porteurs de projets locaux	Informer les IDN sur les procédures, incitations et mécanismes d'accompagnement	Multi secteur	Plus de 80 contacts d'IDN collectés et intégrés dans Hubspot
Africa50	Septembre 2024	Appui institutionnel, coordination logistique	Présenter les projets d'infrastructure prioritaires du pays	Infrastructure, Energie	Pré-sélection de projets potentiellement éligibles au financement
CEO SUMMIT	Décembre 2024	Co-organisation, mobilisation d'intervenants et de projets	Offrir une plateforme de visibilité aux projets malagasy et des iles de l'Océan Indien auprès d'investisseurs	Multi secteur	- Plus de 300 participants mobilisés, sessions sectorielles structurées - cf. résolution CEO SUMMIT

• Accompagnement territorial et promotion des régions

Régions concernées	Mois	Initiative menée	Objectif principal	Résultat clés
SAVA	Juin 2024	Journées Internationales des Régions (JIR)	Faire émerger des projets IDN à fort potentiel dans les régions	Opportunités locales cartographiées, mobilisation des autorités régionales Edition de Guides des Régions SAVA
DIANA	Octobre 2024	Suivi personnalisé d'un projet agro-industriel : SAMBIRANO	Faciliter l'installation d'une entreprise à travers le guichet unique de l'EDBM	Agrément en zone franche obtenu, ouverture effective de l'entreprise
DIANA	Décembre 2024	Journées Internationales des Régions (JIR)	Faire émerger des projets IDN à fort potentiel dans les régions	Opportunités locales cartographiées, mobilisation des autorités régionales Edition de Guides des Régions DIANA





9e édition des Journées Internationales des Régions (SAVA)

• Atelier de sensibilisation sur l'agrément en Zones et Entreprises Franches

Initiative / Outil	Mois	Cible / Bénéficiaires	Objectif principal
CTI – Comité Technique Interministériel	Novembre 2024	- Détenteurs agréments ZEF - Groupements privés	Clarifier les procédures d'agrément en zones franches et le cadre opérationnel



Lancement de la plateforme E-WORK



Lancement de la plateforme PIE

- **Digitalisation des procédures administratives et services aux IDN**

PLATEFORME / OUTIL	MOIS	FINALITÉ / FONCTION	OBJECTIF PRINCIPAL	IMPACT PRINCIPAL
E-work (Octroi des autorisations d'emploi)	Mars 2024	Procédures de digitalisation de l'octroi d'autorisation d'emploi des salariés étrangers	Simplifier et digitaliser la gestion administrative de l'emploi expatrié	Réduction significative des délais, traitement digital sécurisé
HEAZ – Huiles Essentielles	Mai 2024	Plateforme de e-commerce dédiée aux producteurs	Offrir un canal de commercialisation aux producteurs malagasy d'huiles essentielles	Visibilité accrue, accès direct au marché pour les petits producteur
PIE – Plateforme Investissements en Énergie	Novembre 2024	Intervention institutionnelle et mise en réseau	Promouvoir les opportunités d'investissement dans les énergies renouvelables	Mise en contact d'acteurs locaux avec des bailleurs spécialisés



4.3 INVESTISSEMENTS FACILITÉS ET PROJETS CONVERTIS

SERVICES AUX INVESTISSEURS

- Accompagnement et facilitation (Pré-établissement, Établissement et Post établissement)
- Mise en relation avec les institutions et le secteur privé
- Guichet Unique de création d'entreprises
- Écoute et conseils
- Aftercaring

Rappel des phases du cycle de vie de l'investisseur

	Connection	Prospect (Lead)	Porteur de Projet	Interessé	Investisseur	Entreprises Opérationelle
Audience	Les parties prenantes qui font partie de notre réseau (entreprises, gouvernements, associations professionnelles, faiseurs d'opinion)	Entreprise / individu que nous avons identifié de manière proactive comme cible d'investissement.	Entreprise / Personne que nous avons qualifiée en tant qu'investisseur potentiel (Responsable qualifié)	Individu qui dispose d' un terrain ou d' une étude de faisabilité et cherche un investisseur capitaliste	Entreprise / Particulier qui s'engage à investir et qui a annoncé un projet	Entreprise qui a réalisé un projet d'investissement et qui est en activité
Criteres		L'équipe de promotion a qualifié l'entreprise en fonction du secteur / taille / activité d'investissement / autre	La société a manifesté son intérêt pour évaluer l'opportunité de localiser l'investissement dans le pays / la région /	Absence de ressources financières	Projet annoncé : montant, travaux, date de début	En affaires. Vente de biens et de services
Perspective de l'investisseur	Ni investisseurs ni cibles	L'entreprise n'a manifesté aucun intérêt pour l'emplacement ni pour les plans d'investissement	L'emplacement est dans la longue liste ou la liste courte		L'entreprise est intéressée	

WORLD BANK GROUP

FACILITER LES INVESTISSEMENTS

Objectifs de la facilitation des investissements	Importance de la facilitation des investissements
• **Améliorer l'efficacité des procédures administratives** liées à l'investissement. Un environnement d'investissement attractif, transparent et structuré permet d'accueillir davantage d'investisseurs nationaux et étrangers. • **Accélérer l'entrée et l'installation des investisseurs** pour maximiser le développement économique à court et moyen termes. • **Optimiser la compétitivité du pays** en offrant des services de qualité aux investisseurs tout au long de leur parcours. • **Pour les investisseurs, les intérêts d'une facilitation efficace sont :** - Gain de temps grâce à des procédures simplifiées et à un accompagnement personnalisé. - Accès facilité à l'information et aux ressources locales. - **Réduction des risques opérationnels** liés à l'installation et au développement des projets.	· **Stimuler l'attractivité du pays** Une facilitation efficace réduit les délais, les coûts et les complexités administratives, rendant le pays plus compétitif sur la scène internationale. · **Maximiser l'impact économique** En facilitant les investissements, on observe : - Des créations d'emplois durables. - Une augmentation des recettes fiscales grâce à de nouvelles activités économiques formelles. - L'essor des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, le textile, les TIC, les énergies renouvelables et l'infrastructure. · **Fidéliser les investisseurs et encourager le réinvestissement** L'accompagnement post-établissement crée un environnement propice à la pérennité des investissements et stimule les extensions d'activités existantes.

LES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT

Phases	Services offerts	Avantages pour l'investisseur
Pré-établissement	**Informations sectorielles et économiques** : Etudes de marché, cadre juridique et fiscal. Explication des réglementations d'investissement, des garanties offertes et des facilités administratives. Mise à disposition des informations sur les politiques sectorielles.	Prise de décision éclairée grâce à des données fiables.
	Orientation sur les incitations fiscales et non fiscales disponibles.	Optimisation des coûts d'investissement.
	Assistance à la prospection : organisation de visites et rencontres avec des acteurs clés.	Exploration facilitée des opportunités locales.
	Identification des sites potentiels pour implantation.	Gain de temps dans la recherche de localisations adaptées.
	Accompagnement personnalisé sur les formalités préliminaires.	Réduction des délais pour démarrer le projet.

Phases	Services offerts	Avantages pour l'investisseur
Établissement	**Guichet Unique** : Centralisation des démarches liées à l'opérationnalisation des projets d'investissements (autorisations, permis, enregistrements, visas, etc ...). Facilitation des procédures liées aux permis de travail et d'installation.	Simplification et accélération des procédures d'installation.
	Appui logistique : aide à la recherche de locaux, sites industriels ou infrastructures. **Appui technique :** accès aux incitations fiscales et douanières prévues par la législation. **Réduction des barrières à l'entrée** : Identification des contraintes administratives et mise en place de solutions pour les résoudre.	Mise en opération rapide des activités.
Post-Établissement / Aftercare	**Suivi des projets :** intervention rapide pour lever les blocages opérationnels.	Résolution efficace des défis opérationnels pour garantir la continuité.
	Plaidoyer et Dialogue Public-Privé pour améliorer l'environnement des affaires.	Adaptation continue aux besoins des investisseurs installés.
	Accompagnement à l'expansion : support pour l'extension ou diversification des activités.	Réinvestissement facilité et encouragé pour maximiser la croissance.
	Aftercare personnalisé : recueil des retours pour optimiser les services fournis.	Amélioration des relations investisseurs-Agence et fidélisation.
	Promotion des opportunités de réinvestissement dans des secteurs porteurs.	Identification de nouvelles perspectives d'investissement.

À RETENIR (en 2024)

83
PROJETS D'INVESTISSEMENTS FACILITES

14
PROJETS D'INVESTISSEMENTS ACCOMPAGNES ABOUTIS

155,96 millions USD
MONTANT D'INVESTISSEMENTS (annoncé) IDE et IDN confondus

14,47%
TAUX DE CONVERSION

Les services d'accompagnement personnalisés ont permis d'atteindre un taux de conversion de 14,47% en 2024, ayant généré près de 156 millions USD d'investissements pour 14 projets concrétisés (IDE et IDN confondus) dans les secteurs de l'agribusiness, du tourisme, des TIC, de l'industrie et des énergies.

Répartition par secteur

SECTEUR	Nombre de projets	Montant (USD)
Agribusiness	**2**	1 211 500
Tourisme	**2**	2 259 000
TIC	**6**	8 730 000
Industrie	**2**	85 000 000
Energie	**2**	58 762 800
TOTAL	**14**	**155 963 300**

Statistiques clés du Guichet Unique

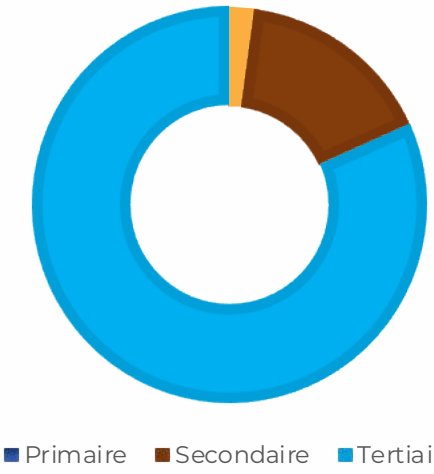
MINISTERES	DOCUMENTS DELIVRES	NOMBRE DE DOCUMENTS DELIVRES
MEF/DGI	Carte Fiscale	1650
MEF/INSTAT	Carte statistique	1650
MINJUS/RCS	Extrait du Registre du Commerce et des Sociétés	1650
MI	Visa long séjour Investisseur	318
	Visa long séjour Travailleur	551
	Visa long séjour Regroupement familial	339
MAE	Visa Tranformable	1208
MTEFOP	Autorisation d'emploi	1551
MSP	Autorisation d'ouverture	589
MTA	Décisions d'avis préalables	330
Comité Technique Interministériel (Primature/ SGG, MEF/DGI, MEF/DGD, MTEFOP, MIC/DGI, MEDD/ONE, MDAT)	Décision d'agrément	25 agréments en zone franches dont 9 nouvelles demandes et 16 demandes de modification
MDAT	Certificat de situation juridique	58

Résultats:

- **Réduction du délai de création d'entreprises passant de 72h à 48h.**
- **Adoption du décret "Orinasa" sur la dématérialisation des procédures de création, de modification et de la dissolution d'entreprises en Conseil des ministres le 13 novembre 2024**
- **Délivrance de 25 agréments en entreprises franches, incluant 9 nouveaux agréments représentant un investissement total de 32 millions USD, ainsi que 16 modifications d'agréments.**

Les ministères représentés au sein du guichet unique

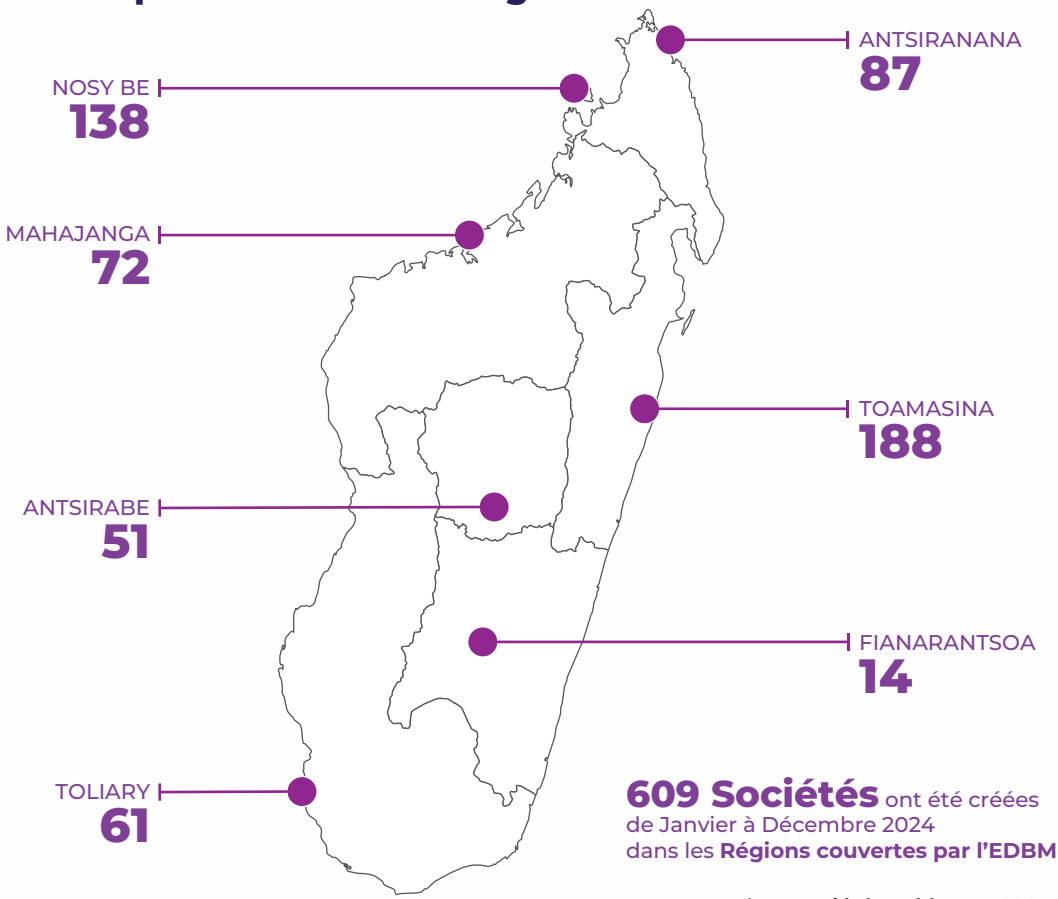
Création d'entreprises - Région ANALAMANGA



Forme juridique	Total
SA-CA	8
SARL	763
SARLU	828
SAU	11
SA-AG	9
SC	8
SDET	22
GIE	1
Total	**1650**

*1623 sociétés créées en 2023

Création d'entreprises - Antennes régionales



609 Sociétés ont été créées de Janvier à Décembre 2024 dans les **Régions couvertes par l'EDBM**

*533 sociétés créées en 2023

2259 sociétés créées soit une hausse de 4,78% par rapport à 2023



4.4 DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ ET RÉFORMES ENGAGÉS

AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

- Facilitation du Dialogue Public-Privé
- Coordination des réformes prioritaires
- Suivi des indicateurs sur le climat des affaires
- Plaidoyer

Coordination et facilitation du dialogue public-privé (DPP)

En lien avec le Ministère en charge du développement du secteur privé, coordonner les dialogues public-privé (DPP), veiller à leur effectivité et leur bonne marche, assurer la mission de conseiller technique et le suivi des résolutions des DPP

Appui à la mise en œuvre des réformes prioritaires

Appuyer le Gouvernement dans la définition et la mise en œuvre des réformes prioritaires pour l'amélioration du climat des affaires et en effectuer l'évaluation d'impact.
Participer à toute initiative d'élaboration ou de réforme des textes juridiques touchant les investissements et l'environnement des affaires avec les ministères et les organismes publics concernés, notamment en participant à tous travaux effectués au sein de la Commission de Réforme du Droit des Affaires (CRDA).

Suivi des baromètres relatifs au climat des affaires

Recueillir et analyser les données afin d'alimenter les réflexions et aider à la prise de décision sur l'amélioration de l'environnement des affaires

RESULTATS 2024

Accompagner l'accélération des réformes prioritaires

Dans le cadre de sa mission d'appui au gouvernement, l'EDBM joue un rôle clé dans l'identification et la mise en œuvre des réformes. D'une part, il intervient à travers le mécanisme des réformes, dont l'objectif principal est d'améliorer le positionnement de Madagascar dans les classements et indicateurs internationaux. D'autre part, l'EDBM accompagne les Ministères dans la concrétisation des réformes qu'ils ont initiées. Depuis 2022, ce mécanisme a été renforcé et réorganisé grâce au soutien du programme Clim-Invest financé par l'Union européenne.



Réunion du Comité de pilotage du programme CLIM-INVEST

Loi sur les Investissements :
La loi n° 2023-002 sur les investissements à Madagascar est pleinement effective grâce à l'adoption de ses trois décrets d'application en 2024. Ces textes complètent le cadre légal en précisant les règles sur les visas professionnels, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), et les statuts de l'EDBM.

Textes sur le secteur minier :
Le Ministère des Mines a lancé l'élaboration du décret d'application du nouveau Code Minier, avec l'implication active de l'EDBM lors des consultations d'avril 2024. En parallèle, la réforme en cours de la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM) vise à renforcer le cadre juridique en faveur d'investissements durables dans le secteur.

Publication d'un guide juridique sur les investissements
Le Guide juridique a été mis à jour pour intégrer les récentes réformes sur le climat des affaires et est désormais finalisé, en attente de publication. Par ailleurs, des échanges sont en cours avec le programme CLIM-INVEST pour développer une plateforme digitale dédiée à l'information des investisseurs.

Accompagnement dans le processus de validation de la réforme de la loi ZEF et dans la digitalisation de la délivrance des agréments
La réforme du régime des Zones et Entreprises Franches (ZEF) à Madagascar vise à harmoniser le cadre juridique et institutionnel. 17 réunions ont eu lieu et 7 groupes de travail thématiques ont été créés, dont 4 sont déjà opérationnels. En 2025, l'objectif est de finaliser les travaux des groupes restants, recruter un consultant pour rédiger l'avant-projet de loi sur les ZEF, et valider ce projet avec les parties prenantes.

Mise en place de la plateforme de gestion des réformes
Une plateforme digitale de gestion des réformes a été développée avec l'appui du programme CLIM'INVEST afin d'améliorer la coordination, la traçabilité et l'efficacité des réformes prioritaires. Ce système innovant s'aligne sur les standards internationaux et renforce les capacités institutionnelles. Quatre livrables ont été produits et validés grâce à l'accompagnement d'un assistant technique. La prochaine étape est l'opérationnalisation et le déploiement progressif de l'outil.

Renforcement de la Commission de Réforme du Droit des Affaires (CRDA)
La Commission de Réforme du Droit des Affaires (CRDA) est en cours de renforcement pour mieux contribuer à la modernisation du cadre juridique des affaires à Madagascar. Un projet de décret de réorganisation a été soumis à la CRDA, et le recrutement d'un expert pour appuyer ses capacités est en préparation. L'approche adoptée se veut collaborative, avec une co-construction des actions à venir.

Dialogue Public Privé

Thématique	Description	Résultats/Actions
Fluidification du passage portuaire à Toamasina	Introduction dans le processus DPP en 2022 pour réduire le délai de séjour des marchandises au port.	73% des actions réalisées, objectifs de traitement des dossiers d'importation atteints (80% en juin 2024), digitalisation des procédures, amélioration de la circulation.
Avant-projet de loi sur la propriété industrielle	Porté par le Ministère de l'Industrialisation pour se conformer aux engagements internationaux (OMC/ADPIC).	3 réunions organisées, révision consensuelle de la loi, renforcement des droits des titulaires de titres de propriété industrielle.
Élaboration de l'avant-projet de loi sur l'accès et partage des avantages liés aux ressources génétiques (APA)	Projet porté par le FIVMPAMA en concertation avec le secteur privé et le Ministère de l'Environnement.	20 réunions organisées, finalisation concertée de l'avant-projet, amélioration de la transparence et de la confiance des acteurs internationaux.
Projet de loi de finances initiales (PLFI) 2025	Processus de concertation annuel entre secteur privé et Ministère des Finances pour l'élaboration du budget.	10 réunions de concertation organisées, 3 propositions du secteur privé acceptées sur 31.
Assises du secteur privé	Présentation de la Stratégie de Développement du Secteur privé, co-construite avec les autorités publiques et partenaires internationaux.	Engagement du secteur privé et public pour une croissance économique de 7% par an, 30% de contribution du secteur industriel au PIB, et 15% d'emploi formel.
Pacte pour la programmation industrielle (PPI)	Document stratégique pour doubler la part du secteur secondaire dans le PIB de 15% à 30% d'ici 2040, avec 5 secteurs prioritaires.	Mise en place de comités de suivi sectoriels pour chaque filière et création du CNIM pour le pilotage et suivi du PPI.



Table Ronde Economique 2024

Analyse et suivi du climat des affaires à Madagascar



Dialogue Public-Privé sur fiscalité



Dialogue Public-Privé sur la Loi APA

L'EDBM a procédé à une collecte et une analyse approfondies d'indicateurs clés du climat des affaires, **issus de neuf sources internationales** de référence : *Business Ready 2024 (Banque mondiale), Baromètres CIAN et CPCCAF, Index of Economic Freedom, IIAG, GII, AIDI, CIP Index (ONUDI) et l'Enquête de conjoncture économique de la BFM*. Cette étude permet d'évaluer la performance du pays, de la situer par rapport aux standards régionaux et internationaux, et d'orienter les décisions stratégiques.

L'analyse a mis en lumière **trois principaux facteurs de compétitivité** : **la création d'entreprises, le commerce international et l'enregistrement fiscal**. À l'inverse, les principales **contraintes identifiées concernent la qualité insuffisante des services publics, l'insolvabilité des entreprises et une concurrence de marché peu régulée.**

Une **note technique de synthèse** a été élaborée, largement diffusée auprès des ministères, du secteur privé, des médias, des partenaires internationaux (Banque mondiale, BAD, FMI) dans le cadre de leurs appuis budgétaires et revues économiques.

Par ailleurs, l'analyse du **SADC Investment Climate Scorecard** a permis de situer Madagascar par rapport aux autres pays de la région. Le pays présente **un niveau de restrictions à l'investissement direct étranger légèrement inférieur à la moyenne régionale**, avec un score de **0,17 contre 0,19** selon le rapport publié le 11 septembre 2024.

Autres actions stratégiques menées par l'EDBM

1. Opérationnalisation des Zones d'Investissements

Suite à la décision du Conseil des Ministres du 6 novembre 2024 confiant à l'EDBM la gestion des zones d'investissements, **un appui technique et juridique** a été apporté pour :

- la réforme du cadre réglementaire,
- et le montage juridique des projets prioritaires identifiés par le Gouvernement.

2. Accords internationaux d'investissement

L'EDBM a contribué à l'élaboration et à la négociation de plusieurs accords majeurs :

- l'APE entre l'Union européenne et l'AFOA,
- le CEPA avec les Émirats Arabes Unis,
- l'accord bilatéral de protection des investissements avec les Émirats,
- et le traité bilatéral type pour Madagascar.

3. Appui aux programmes avec les partenaires techniques et financiers

L'EDBM a participé à la mise en œuvre des réformes liées à :

- la Facilité élargie de crédit (FEC) et à la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) avec le FMI,
- les appuis budgétaires de la BAD et de la Banque mondiale (MERG 2), dans le cadre des DPO pour une croissance durable.

4. Vulgarisation de la loi sur les investissements

Une session de dissémination a été organisée à Fianarantsoa en mars 2024, à l'occasion du lancement de la nouvelle antenne régionale de l'EDBM.

Analyse et suivi du climat des affaires à Madagascar

5. Participation aux mécanismes régionaux et internationaux
L'EDBM a activement pris part à :

- l'évaluation par le Forum mondial sur la transparence fiscale,
- l'examen de la politique commerciale,
- les réunions SADC et COMESA sur les investissements et PPP,
- une évaluation par les pairs menée par Maurice dans le cadre de la SADC.

6. Appui juridique interne
Conseils juridiques pour appuyer les décisions stratégiques de la direction sur des cas spécifiques et formulation de recommandations techniques.

7. Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)
L'EDBM a renforcé sa coopération avec le système national anti-corruption à travers :

- la participation à l'Évaluation Nationale des Risques (ENR),
- l'appui au Registre Central des Bénéficiaires Effectifs (RCBE),
- la signature de conventions de partenariat avec le SAMIFIN et le BIANCO le 17 décembre 2024,
- et le renforcement des capacités internes sur les questions LBC/FT.

4.5 PRÉSENCE NUMÉRIQUE INSTITUTIONNELLE PLUS MARQUÉE

- **Solutions digitales**

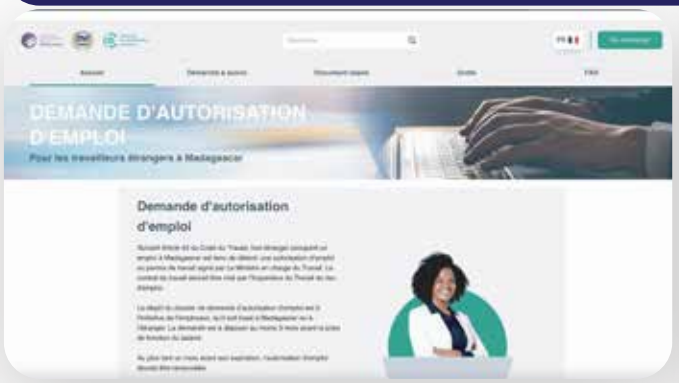
SITEWEB



www.edbm.mg

Visites du site EDBM en 2024 : **232 000** (+76% par rapport à 2023)

PLATEFORMES OPÉRATIONNELLES DU GUICHET UNIQUE



ework.edbm.mg
E-WORK (Demande d'autorisation d'emplois des salariés étrangers) :
1 467 dossiers traités
via la plateforme



orinasa.edbm.mg
ORINASA (création d'entreprises)
1 650 Sociétés créées

PLATEFORMES DIGITALES SECTORIELLES LANCÉES EN 2024



www.huilesessentiellesmg.com
HEAZ (Huiles Essentielles de A à Z) : Portail d'Information sur le secteur des Huiles Essentielles (avec l'appui de la Banque mondiale) , lancé le 24 mai 2024



energy.edbm.mg
PIE (Plateforme des Investissements en Énergie) : Plateforme de mise en relation des différents acteurs et porteurs de projets dans le secteur des Énergies Renouvelables (avec l'appui de la GIZ PERER), lancé le 29 novembre 2024

- **Présence sur les Réseaux sociaux**

LINKEDIN

3 209 Visiteurs uniques en 2024

3 403 Nouveaux abonnés en 2024 : soit 17% du nombre total des abonnés (+19.000)

Taux d'engagement : **30,5%** (soit une moyenne de +84,4% par rapport aux concurrents en Afrique et dans l'Océan Indien)
Localisations principales de l'audience : Madagascar, France, Canada, Tunisie, Maroc, Maurice, USA, Royaume-Uni

EDBM est classé N°1 des API de l'Océan Indien en termes d'audience numérique sur LinkedIn.

FACEBOOK

157 400 de couverture

62 200 Visites de la page (-9,1% par rapport à 2023)

- Interaction avec le contenu : **8 000**
- Followers : 25.842 dont **2 963 nouveaux** followers cette année (11,5% des followers totals)
- Localisations principales de l'audience : Madagascar (92%), France (3%), Canada (1%)
- Nombre de vue des livestreams et vidéos : **+18 000**

YOUTUBE

1 580 Nombre de vues des vidéos CHOOSE MADAGASCAR

- **Création de supports promotionnels digitaux et physiques**



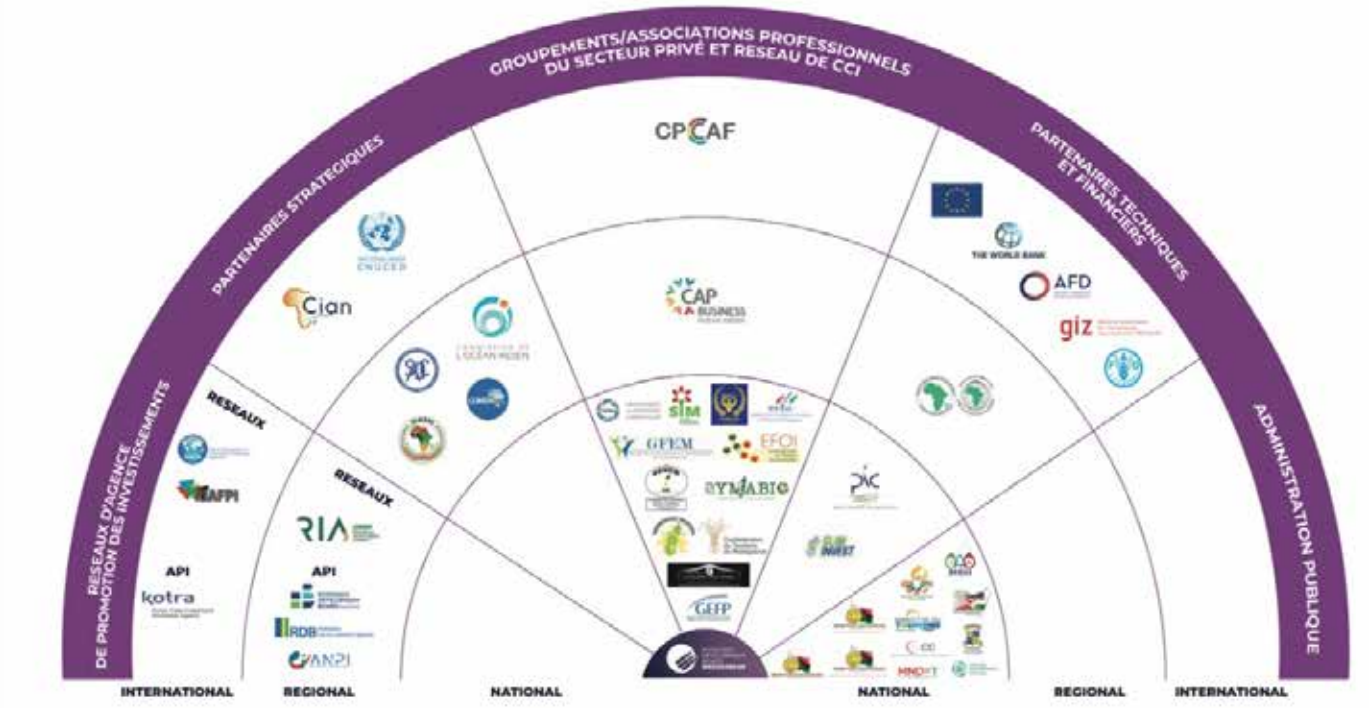
- Conception et production de **vidéos et brochures CHOOSE MADAGASCAR** en plusieurs langues (française, anglaise et mandarin) pour un public international.
- Conception et diffusion de **booklets sectoriels** (Textile et Aquaculture) auprès des investisseurs lors des événements nationaux et internationaux.
- Conception et diffusion de **guides d'investissements Régionaux** (SAVA et DIANA) pour promouvoir les potentiels d'investissements dans les différentes Régions de Madagascar notamment pour les Journées Internationales des Régions.

=> Demande d'ouverture d'une antenne EDBM à Sambava.

4.6 EMERGENCE DE L'EDBM COMME PARTENAIRE INSTITUTIONNEL CLÉ

Collaboration et partenariats rapprochés entre le public et le privé, et les réseaux internationaux d'API

Radar des partenaires



Nouveaux partenariats 2024



18 nouveaux partenaires



4.7 CELLULE DE VEILLE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIQUE RENFORCÉE

CELLULE DE VEILLE ECONOMIQUE ET STRATÉGIQUE

- Veille
- Recherche
- Etudes
- Analyses

REDYNAMISATION DES ACTIVITÉS DE LA CELLULE DE VEILLE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIQUE

La Cellule de Veille Économique et Stratégique (CVES) est en 2024, dans la lancée de sa redynamisation, entamée en 2023. Cette transformation se traduit tant par un besoin de ses activités pour les décisions des IDE et IDN, que par une montée en qualité des sources de livrables.

En effet, la CVES ne se limite plus à la simple collecte de données : elle structure, analyse et valorise l'information stratégique pour orienter efficacement les décisions d'investissement.

Janvier à décembre 2024

60	25	18	6	+
livrables	due diligences	fiches pays	fiches filières	notes sectorielles : TIC, Agribusiness, transport aérien, secteur bancaire

La redynamisation s'illustre également par la restructuration des bases de données historiques, l'actualisation des axes de veille, la réalisation de mappings sectoriels ciblés (textile, énergie, TIC), et l'adoption d'une approche plus proactive en matière de prospection, avec notamment la production de fiches et de profils sur des investisseurs et projets à fort potentiel.

En parallèle, la CVES a apporté un appui stratégique renforcé aux autres directions de l'EDBM, consolidant son rôle transversal au sein de l'institution.

4.8 CONFIANCE RENFORCÉE DES PARTENAIRES INTERNATIONAUX ET DES PTF

- Le contrat PIC, dont le financement s'élève à 600 000 USD, a été signé le 28 février 2024

- La négociation de la subvention avec l'AFD a abouti à un financement de 1 520 000 USD pour une durée de 4 ans (2025 - 2028) - Programme ITOVIA

- Le décaissement du paiement du Projet de Réformes liées au Climat des Investissements (PRECI) a atteint 78 %à la fin décembre 2024 (fin du projet : juin 2025)

- Une équipe dédiée à la gestion de projets PTF opérationnelle
  - Responsable de Passation de Marchés recruté
  - Responsable Suivi et Évaluation recruté

PROJETS FINANCÉS PAR LES PTF

UNION EUROPEENNE - PRECI	UNION EUROPEENNE - CLIMINVEST / PADEIR	BANQUE MONDIALE - PIC	AFD	GIZ	BAD
1 million €	***Assistance technique***	***600 000 USD***	***1,52 million €***	***Assistance technique***	***Assistance technique et Comité de pilotage***
Digitalisation, renforcement de capacité et promotion d'investissements	Appui à l'amélioration du climat des affaires Renforcement de capacités	Redynamisation des antennes et des DPP régionaux, recrutement d'assistance technique et promotion d'investissements	Projet d'appui à la réduction des inégalités de genre par l'entrepreneuriat et à l'accès aux opportunités économiques des femmes	Appui à la promotion du secteur Energie et à l'opérationnalisation de la plateforme des investissements en énergie (PIE)	Maître d'oeuvre de la composante et gestion de la zone PTASO, de la composante 3P - SME Business Linkage

Un tableau de bord de gestion, de planification et de suivi de la coordination des appuis des PTF existant et à jour

4.9 CAPITAL HUMAIN ENGAGÉ

Structuration des équipes et pilotage stratégique des effectifs

En 2024, la politique de gestion des ressources humaines de l'EDBM a poursuivi deux objectifs prioritaires entamés en 2023 : garantir la continuité opérationnelle des services dans un contexte d'accélération des activités, et aligner la structuration des équipes avec les priorités définies par le Conseil d'Administration.

Parallèlement, une revue des effectifs a permis de réorganiser certaines unités fonctionnelles pour assurer une meilleure transversalité entre les pôles opérationnels.

Mobilisation interne et valorisation du capital humain

Dans une logique d'optimisation des ressources existantes, plusieurs ajustements internes ont été mis en œuvre en 2024 :

- Mobilités fonctionnelles pour mieux répartir les expertises au sein des directions ;
- Promotion interne visant à reconnaître les performances et à offrir une perspective de carrière internes ;
- Montée en compétence ciblée sur les axes stratégiques de l'agence, en particulier la promotion des investissements, la facilitation, l'environnement des affaires, les partenariats et les fonctions support RH.

Cette politique a contribué à améliorer la réactivité organisationnelle, tout en consolidant un noyau technique polyvalent au service des missions de l'EDBM.

Accompagnement au changement et digitalisation RH

Des missions d'appui technique ont été déployées en 2024 pour accompagner la transformation digitale interne, avec un focus sur :

- L'appropriation des nouveaux outils numériques tels que ORINASA (création d'entreprise) et E-WORK (gestion des autorisations de travail) à travers sessions de formation hybrides à destination des équipes techniques et des points focaux régionaux ;
- L'intégration progressive des outils RH au sein du système d'information global pour renforcer le suivi des performances.

Climat organisationnel et cohésion d'équipe

Dans un contexte de montée en charge des projets, un programme de cohésion d'équipe a été organisé en début d'année 2024, incluant des activités de team building visant à :

- Renforcer la coopération inter-départementale ;
- Instaurer un cadre de travail collaboratif et motivant ;
- Réaffirmer les valeurs de l'EDBM autour de l'engagement, de la rigueur et de l'impact.



Team Building 2024

4.10 GOUVERNANCE STABLE ET RENFORCÉE

ACTIVITÉS 2024

Réunion statutaire du CA le 12 avril 2024 : approbation des comptes de gestion 2023



Membres du Conseil d'Administration

UN NOUVEAU CA HAUTEMENT STRATÉGIQUE INSTITUÉ LE 23 DÉCEMBRE 2024

- Nouveau décret EDBM adopté le 16 novembre 2024
- Représentation à très haut niveau politique du secteur public : 9 **ministres, le Secrétaire Général du Gouvernement et le Directeur Général des Impots représentant le Ministre de l'Economie et des Finances.**
- Intégration du **Syndicat des Industries de Madagascar et du Syndicat Malagasy de l'Agriculture Biologique** (deux secteurs piliers de l'économie) portant à 8 les administrateurs du secteur privé.
- Deux **(02) administrateurs reconnus** pour leurs compétences et expériences particulières dans le domaine de la réforme du climat des affaires et/ou de la promotion et de la facilitation des investissements privés, désignés par le Président de la République.



Passation entre PCA sortant (nommée Ambassadeur de Madagascar aux USA) et PCA entrant le 27 décembre 2024

NOUVEAUX ADMINISTRATEURS DE L'EDBM MANDAT : 2025-2026

SECTEUR PUBLIC



Monsieur RANDRIAMANDRANTO Joël
Président du Conseil d'Administration
Présidence de la République de Madagascar



Monsieur RAKOTOMANDIMBY Benjamin Alexis
Ministère de la Justice



Madame RAFARAVAVITAFIKA Rasata
Ministère des Affaires Étrangères



Monsieur ANDRIATSITOHAINA Franck Michel Niaina
Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire



Monsieur RALAMBOFIRINGA David Herizo
Ministère de l'Industrialisation et du Commerce



Madame RAZAKABOANA Hanitra Fitiavana
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction Publique



Monsieur HAJARISON François Sergio
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage



Madame DEWA RAMJEE Viviane
Ministère du Tourisme et de l'Artisanat



Monsieur JEAN BAPTISTE Olivier
Ministère l'Energie et des Hydrocarbures



Madame DELMOTTE Stéphanie
Ministère du Développement Numérique, des Postes et des Télécommunications



Monsieur RAKOTOARISOA Miadantsata Indriamanga
Primature



Monsieur GERMAIN
Direction Général des Impots

SECTEUR PRIVÉ



Madame ANDRIAMAMONJIARISON Soanorondriaka Joséphine
Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM)



Monsieur RAZAFIMAHEFA Lahiniriko Tojosoa Pierrot
Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM)



Monsieur RAZAFIMIHARY Mejamirado
Chambre des Mines de Madagascar (CMM)



Monsieur RAKOTONDRASANJY Rivo Roland
Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (FIVMPAMA)



Monsieur LAOU-PO Wing Wilfrid
Fédération des Chambres de Commerce et de l'Industrie de Madagascar (FCCIM)



Madame CHAN CHING YIU Béatrice
Groupement des Entreprises Franches et Partenaires (GEFP)



Monsieur RASAMIMANANA Tiana
Syndicat des Industries de Madagascar (SIM)



Monsieur RAMBOATIANA Heriniaina
Syndicat Malgache de l'Agriculture Biologique (SYMABIO)

+ Deux (02) administrateurs reconnus pour leurs compétences et expériences particulières dans le domaine de la réforme du climat des affaires et/ou de la promotion et de la facilitation des investissements privés (en cours de nomination à fin décembre 2024)

5 Conclusion

Que retenir ?

1. Année marquée par l'enclenchement du changement de paradigme au niveau institutionnel de l'EDBM pour renforcer son rôle d'attraction et de facilitation d'investissements et d'amélioration du climat des affaires dans le pays

2. Collaboration renforcée entre le secteur public et le secteur : Assises du secteur privé, DPP sectoriels, Stratégie de Développement du Secteur privé, Pacte de Programmation Industrielle et le CNIM, nouveau décret de l'EDBM, ratification de l'accord ZLECAF et la stratégie de mise en œuvre de la ZLECAF, Politique commerciale, etc

3. Confiance renforcée des Partenaires institutionnels et des Partenaires Internationaux en soutien à l'institution : AFD rejoint les PTF, le programme ACT (programme relai de CLIMINVEST) prévu démarrer en 2026 (Union Européenne)

4. Structuration des services aux investisseurs, à travers la digitalisation des services du guichet unique et la mise en place d'accompagnement personnalisé, ayant permis la conversion de 14 projets d'investissement en sociétés créées et opérationnelles, pour un montant annoncé de 155,9 millions USD grâce à un suivi au CRM Hubspot.

5. Levée de la suspension du traitement des demandes d'agrément en Zone et Entreprise Franche et accompagnement de 3 sociétés dans les secteurs Textile et de l'Agroalimentaire, pour un montant de 32 millions USD.

6. Effectivité de la loi sur les investissements : adoption des trois décrets d'application (EDBM, visa et RSE)

ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD MADAGASCAR | CHOOSE MADAGASCAR

Agence de Promotion des Investissements

PROMOUVOIR
LES INVESTISSEMENTS

IDENTIFICATION & PROMOTION
des opportunités d'investissements privés sectoriels

MINES · TIC · TEXTILE
ÉNERGIES RENOUVELABLES · TOURISME · AGRIBUSINESS

Madagascar destination d'exception des investissements directs étrangers

AMÉLIORER
L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

IDENTIFICATION & MISE EN OEUVRE des **réformes**

FACILITATION du **Dialogue Public-Privé** Nationaux, Régionaux et Sectoriels

SUIVI des **baromètres** sur le climat des affaires

FACILITER
LES INVESTISSEMENTS

Services ASSISTANCE & CONSEILS aux investisseurs

1 Pré établissement · 2 Établissement · 3 Post établissement (Aftercaring)

Services de mises en relation *Secteur public *Secteur privé

Guichet Unique de Facilitation des formalités d'implantation des projets d'investissements

CHOOSE MADAGASCAR

Digitalisation : 48H pour la création d'entreprises — Orinasa

e-work Digitalisation : Autorisation d'emploi des salariés étrangers à Madagascar

Accompagnement de BOUT EN BOUT

INTERMÉDIATION entre public et privé

PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE DES INVESTISSEURS À MADAGASCAR

Economic Development Board Of Madagascar
EDB Madagascar
EDB Madagascar
+261 20 22 670 40
Av. Gal RAMANANTSOA
Antaninarenina, Antananarivo - 101
MADAGASCAR



ECONOMIC
DEVELOPMENT
BOARD
MADAGASCAR

PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE DES INVESTISSEURS